

Menaces de la République populaire de Chine sur le territoire du Canada;

**«OTTAWA DOIT PRENDRE UNE DÉCISION AU SUJET DU RÉSEAU 5G
ET DE LA PLACE DE HUAWEI DANS LE DISPOSITIF CANADIEN»**

- STÉPHANE BERGERON

OTTAWA, le 18 novembre 2020 – Le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d’Affaires étrangères, M. Stéphane Bergeron, est intervenu à la Chambre des communes, le 17 novembre dernier, au sujet d’une motion du parti conservateur exigeant que le gouvernement fédéral se positionne clairement pour faire obstacle au géant chinois des télécommunications Huawei dans le développement du réseau 5G au Canada, ainsi qu’à l’influence induite de la République populaire de Chine sur le territoire canadien. M. Bergeron a tenté de se poser en médiateur entre les libéraux et les conservateurs, qui exigeaient que les premiers prennent position dans les 30 jours suivant l’adoption de ladite motion.

«Au début des années quatre-vingt-dix, l’eldorado économique, c’était la République populaire de Chine parce que cela ne coûtait pas cher de produire en Chine. Tout le monde voulait faire affaire en République populaire de Chine. Or, on a créé un monstre et ce monstre veut maintenant nous dévorer, ce que certains États, comme dans le cas du Canada, ne semblent pas avoir réalisé... On essaie donc de l’amadouer et d’être gentil avec lui. On croit qu’en étant gentil avec ce monstre, il sera peut-être gentil en retour. On a bien vu que cela ne fonctionne pas», de déclarer le député de Montarville. «Ce qui est curieux, par contre, avec cette motion conservatrice, c’est qu’en décembre, le même parti conservateur a amené la Chambre des communes à se prononcer sur la création d’un comité spécial dont le mandat serait précisément de se pencher sur les relations sino-canadiennes, qui se sont considérablement détériorées, ces dernières années. Or, nous avons créé ce comité, qui a entrepris ses travaux et voilà que les conservateurs semblent présumer des conclusions auxquelles en arrivera ce comité, et ce, avant même que celui-ci ait complété ses travaux. Cette fois, comme en décembre, cela laisse une vague impression que le parti conservateur voulait simplement embarrasser le gouvernement... Qu’à cela ne tienne, tentons de faire contre mauvaise fortune bon cœur et de trouver une voie de passage permettant de rallier tous les partis et, ce faisant, de présenter un front uni à l’égard de nos amis de la République populaire de Chine, puisque ces deux problématiques soulevées par les conservateurs méritent effectivement toute notre attention», a-t-il poursuivi.

«Prenons, par exemple, la question du 5G et de l’implication potentielle de Huawei. Il est souvent question de “complotistes”, ces jours-ci. Sans vouloir m’engager dans cette controverse, je dirais que plusieurs de nos concitoyennes et concitoyens croient sincèrement que le réseau 5G constitue une menace pour leurs droits fondamentaux et la protection de leur vie privée. Or, quand on observe l’attitude de Huawei à travers le monde, on ne peut que leur donner raison, puisque l’entreprise a déjà été prise en défaut en transmettant en République populaire de Chine des informations obtenues auprès de l’Organisation de l’Unité africaine, à laquelle elle avait gracieusement fourni les équipements. Nous savons qu’une loi sur le renseignement national a été adoptée en Chine, obligeant toutes les entreprises chinoises à collaborer dans une perspective de “sécurité nationale”. À quoi cela les oblige-t-elles? La question se pose», de s’inquiéter M. Bergeron.

«Le Canada fait partie, avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l’Australie et la Nouvelle-Zélande, d’un groupe de cinq pays, appelé le «Five Eyes», qui mettent en commun un certain nombre de ressources et de renseignements pour assurer leur propre sécurité et celle de leur population. Or, les quatre autres membres de ce groupe ont déjà écarté Huawei du développement du réseau 5G sur leur territoire. Qu’attend donc le Canada pour rejoindre ses alliés et, ainsi, envoyer un message clair aux entreprises canadiennes qui sont toujours sur le qui-vive quant à ses intentions? Il y a lieu de penser que le Canada surseoit à sa décision pour ne pas déplaire à Beijing. Or, les spécialistes s’entendent pour dire que les paroles mielleuses et les atermoiements n’ont guère d’effets sur un régime semblable, qui ne comprendrait que la manière forte. Il est peut-être temps de hausser le ton...», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)